

1<sup>er</sup> mai

—

## Pour vivre comme du monde

Au Québec, en 2022, pour arriver à sortir la tête de l'eau, il faut gagner au moins 18 \$ l'heure. Le 1<sup>er</sup> mai, le taux général du salaire minimum augmentera à 14,25 \$. C'est nettement insuffisant.

À l'occasion de la Journée internationale des travailleuses et des travailleurs, ce dimanche, participez à l'une des marches ou activités prévues un peu partout au Québec pour rappeler au gouvernement que « pour vivre comme du monde » (qui est le thème de cette année), ça prend un salaire décent !

L'an passé, le Collectif a interrogé des travailleuses et travailleurs rémunéré·es moins de 20 \$ l'heure pour savoir quelle différence une augmentation importante du salaire minimum ferait dans leur vie. Plus de mille personnes ont répondu au sondage en ligne. Une vingtaine ont aussi participé à des entrevues en profondeur. Voici quelques-unes de leurs réponses.

## Qu'est-ce qu'un salaire minimum plus élevé vous permettrait de faire ?

« J'irais faire réparer certaines de mes dents qui sont endommagées et causent de la douleur. J'irais consulter un psychologue. Je ferais des choix plus santé à l'épicerie. »

Kevin,  
aide-serveur

« Les premiers dollars ça serait pour me permettre de vivre convenablement, de ne pas toujours être en train d'en arracher pis de devoir gratter un peu partout pour pouvoir économiser de l'argent. »

Catherine,  
travailleuse du secteur de l'information, de la culture et des loisirs

« Je pourrais prendre un cours de plus à l'université et terminer mes études plus rapidement. L'augmentation du salaire minimum m'aiderait également à m'alimenter plus sainement et améliorerait globalement ma qualité de vie. »

M. L.,  
serveuse

« Des fois, veux veux pas, quelque chose arrive, t'es malade ou de quoi, bien tu t'obliges à travailler parce que sinon tu n'arrives pas. Je trouve que ça donnerait un lousse à ce niveau-là aussi, de prendre soin de soi. »

Marie-Louise,  
éducatrice en service de garde

« Payer les comptes, payer les dettes et se permettre un petit luxe, mettons au lieu d'acheter des fruits congelés, on pourrait peut-être se permettre de les acheter frais. »

Rachel,  
préposée aux bénéficiaires

« Ne pas me tracasser et me dire: "est-ce que je vais pouvoir payer mon loyer?" »

Roxanne,  
réceptionniste

« Je pourrais consacrer plus de temps à faire des choses créatives, en consacrer à ma famille et faire des choses utiles pour ma communauté bénévolement. »

F.,  
serveuse

« Des vacances, j'en ai jamais pris. Je rêve d'aller en Gaspésie, je n'ai jamais fait ça. »

Sylvie,  
travailleuse dans le milieu communautaire

« J'en profiterais pour m'offrir mon permis de conduire. »

Anonyme,  
agent de recouvrement

« Des économies! Des économies, moi je veux dire, je n'ai pas de caisse de retraite, je n'ai pas de fonds de pension là, ma job, moi, je n'aurai rien en finissant pis je vais être usée à la corde. »

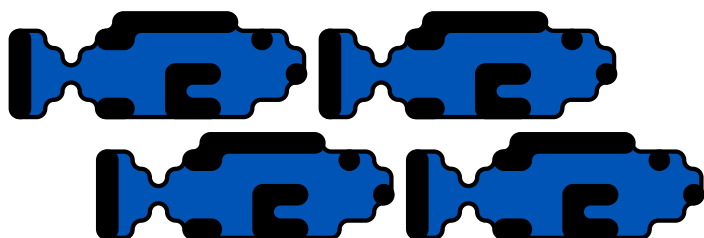
Mary Ann,  
éducatrice et préposée

# 1<sup>er</sup> avril

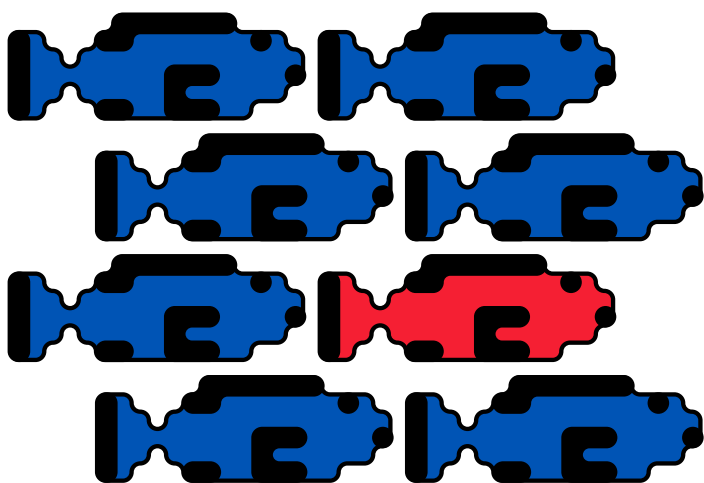
—

## Partout au Québec, on s'est affiché·e contre la pauvreté

Pour une deuxième année, le Collectif organisait une action de visibilité le 1<sup>er</sup> avril. L'objectif de la journée était de rappeler au gouvernement du Québec qu'une personne sur dix ne couvre pas ses besoins de base et qu'il est urgent qu'il agisse pour mettre fin à ce scandale.



Dix jours après le dépôt du budget, l'occasion était belle de rappeler au gouvernement que les personnes en situation de pauvreté sont les principales victimes de la hausse actuelle du coût de la vie et que des mesures ponctuelles comme le crédit d'impôt de 500 \$ sont inefficaces pour lutter contre la pauvreté.



### Dans la rue et dans les médias

Pour faire résonner ce message, une cinquantaine d'organisations membres et alliées du Collectif ont fait de l'affichage et de la distribution de tracts dans les villes et villages de différentes régions. Le grand public était aussi invité à s'afficher sur les médias sociaux.

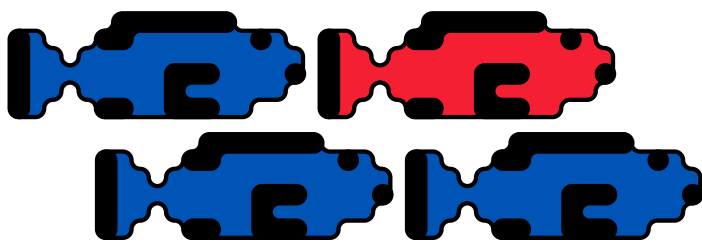
À certains endroits, des actions et des prises de parole ont été organisées. Par exemple, la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ) s'est fait entendre devant le bureau montréalais du ministre Jean Boulet. Toujours à Montréal, une des deux porte-parole du Collectif a participé à un point de presse organisé par le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM).

À Québec, une dizaine de groupes et l'équipe du Collectif ont livré leurs propositions au bureau du ministre des Finances. Des bureaux de député-es ont aussi été visités, notamment à Salaberry-de-Valleyfield et à Alma.

Comme l'an dernier, l'action de visibilité a donné lieu à une bonne couverture médiatique. Des articles ont été publiés dans une quinzaine de médias régionaux. Une lettre ouverte a aussi été publiée, et le message du Collectif a même été diffusé en format publicitaire dans la plupart des médias nationaux.

Pour un aperçu plus détaillé (avec carte, vidéo, album photo, revue de presse, etc.), voir la page :

[pauvrete.qc.ca/poisson](http://pauvrete.qc.ca/poisson)



### **Prochaine étape: la campagne électorale**

L'action du 1<sup>er</sup> avril s'inscrit dans un travail de mobilisation à plus long terme visant à faire reconnaître au gouvernement qu'il est urgent qu'il agisse pour faire reculer la pauvreté. Elle a permis de confirmer que bien des gens en ont soupé de l'inaction du gouvernement et que le Collectif vise juste quand il revendique des mesures structurantes comme l'augmentation des protections publiques pour que tout le

monde couvre au minimum ses besoins de base, la hausse du salaire minimum à 18 \$ ou un réinvestissement massif et immédiat dans les services publics.

Prochaine étape : la campagne électorale en vue l'élection générale du 3 octobre. Il nous appartient de faire en sorte que la lutte contre la pauvreté (et contre l'appauvrissement!) en soit un thème central.

